

Le "Mardi de l'AIGREF" du 7 avril 2009

Où en est la mobilité sociale aujourd'hui ?



avec Florence WEBER

Professeur des universités,
Directeur des études au département de sciences sociales de l'ENS

Marie-Claire Daveu, vice-présidente de l'AIGREF et chargée, entre autres choses, des Mardis de l'AIGREF, présente **Florence Weber** sociologue, anthropologue, professeur des universités, directeur des études au département de sciences sociales de l'École normale supérieure, chercheur au Centre d'études de l'emploi. Elle travaille sur les questions de parenté et de relations intergénérationnelles.



L'intervention porte sur la mobilité sociale descendante, phénomène récent, dont l'évolution est comparable en France et aux Etats-Unis, voire dans l'ensemble des pays occidentaux.

Ainsi, en France en 2003, sur la population des 25-39 ans :

- 25% sont déclassés (ils occupent une situation socioprofessionnelle plus basse que celle de leurs parents),
- 40% reproduisent la même situation socioprofessionnelle,
- 35% améliorent la situation socioprofessionnelle.

La mobilité sociale descendante peut se définir comme l'inverse de ce que l'on appelle « *l'ascenseur social* ». On l'a appelée le « *descenseur* », voire la « *déchéance* » (mais ce terme a une connotation trop violente). Ainsi, le terme de « *déclassement social* » a été retenu par les sociologues pour parler de ce phénomène.

Au cours de sa présentation, **Florence Weber** a développé trois points : un premier qui dresse un bilan statistique de l'état du déclassement social, un deuxième où elle présente deux cas familiaux de déclassement social, et enfin, elle énonce un certain nombre de conséquences et d'effets que peuvent avoir ces déclassés.

Le constat statistique

Ce phénomène de déclassement est relativement nouveau et, pendant longtemps, les sociologues n'ont pas pu se l'approprier.

En effet, entre 1945 et 1975, la sociologie était construite à partir d'une amélioration sociale structurelle (période des Trente Glorieuses). Le mouvement de la société étant ascendant, les fils amélioraient la situation de leurs pères. Cette période a vu une amélioration du niveau de vie, un certain optimisme social, qui a permis aux enfants de se retrouver dans une meilleure condition que celle de leurs parents. On se posait alors la question de savoir s'il existait un pouvoir de la jeune génération.

Deux théories se sont affrontées : celle de l'ascension sociale structurelle, selon laquelle il y a une translation homothétique de l'ensemble des strates de la société, qu'on trouve principalement chez **Pierre Bourdieu** (avec ses travaux sur les stratégies sociales de reproduction et de reconversion du capital économique en capital scolaire) et celle d'**Henri Mendras** pour qui il y a grossissement proportionnel et continu des classes moyennes.

A partir de 1975, la situation a changé quand la jeune génération est arrivée dans de mauvaises conditions sur le marché du travail. Les sociologues n'ayant globalement pas remis en cause la thèse de la reproduction sociale, il y a

eu une première lecture du phénomène en 1998 où le problème était perçu en termes de génération. Comme l'explique **Christian Baudelot**, si à 30 ans, on a un salaire inférieur de 21% à celui de son père (chiffre moyen pour les hommes français en 1998), c'est parce qu'on fait partie d'une génération en retard. Ce retard de génération (qui est encore d'actualité aujourd'hui) se traduit par une entrée plus tardive dans la vie professionnelle.

Une deuxième lecture du phénomène est faite par **Camille Peugny**, qui met en évidence un changement régulier du rapport entre la mobilité sociale descendante et la mobilité sociale ascendante. Il s'appuie pour cela sur une étude réalisée sur deux générations d'hommes de quarante ans, l'une née dans la période 1944-1948 et l'autre dans la période 1964-1968. Cette étude s'intéressait au rapport entre la chance d'avoir une situation socioprofessionnelle supérieure à celle de son père et la chance d'avoir une situation socioprofessionnelle inférieure. Ainsi, pour la génération née pendant la période 1944-1948, le rapport était de 2,4 alors que pour la génération suivante, le rapport est tombé à 1,4.

Il s'agit donc, pour **Camille Peugny**, d'un phénomène massif, lent et qui n'est pas en amélioration. On fait donc face à une crise non résolue. Il faut cependant préciser que la mobilité sociale n'est pas structurellement descendante. En effet, la part des individus qui voient leur situation s'améliorer ou se maintenir par rapport à celle de leur père est encore de 75%. Cependant la part de ceux dont la situation s'est dégradée par rapport à celle de leur père (en termes de revenus et de profession occupée) est importante (un quart de la population des 25-39 ans) et augmente sans cesse. Ceci concerne seulement les cadres supérieurs et les professions intermédiaires puisque, par construction, les ouvriers et les employés ne peuvent pas voir leur situation se dégrader. Des mesures plus fines sont en préparation.

Deux cas familiaux

- Le premier cas est celui de **Christine Moreau**, née en 1964 et dernière enfant d'une fratrie ouvrière de 13 enfants. Elle est la première de sa famille à avoir le bac et à poursuivre des études supérieures. **Elle se retrouve donc investie d'un espoir social par sa famille.**

Elle retourne chez elle à vingt ans, après deux ans passés à étudier, sans diplôme, avec un enfant qu'elle est obligée d'élever seule.

Un sentiment de tristesse et de fatalité s'installe alors dans la famille : « *le bac, ça ne sert à rien, ce n'est pas pour nous* ».

Cet exemple reflète une expérience courante chez les enfants issus des milieux populaires.

- Le second cas concerne le destin social de deux cousins, nés en 1981. Tous les deux sont des petits-enfants d'enseignants ou de médecins, issus donc du milieu « *petit bourgeois intellectuel* ». Le premier n'a pas passé son bac et s'est engagé dans l'armée pour devenir militaire de carrière (sous la pression de sa mère qui voulait qu'il trouve du travail). Le second a un bac+5 (malgré des redoublements) et à 28 ans ne trouve qu'un emploi d'employé sans qualification avec des horaires de nuit.

Là encore, il existe une certaine amertume cachée qui peut conduire à un isolement, une moindre sociabilité...

Une récente étude de **Camille Peugny** montre deux choses illustrées par ces deux exemples.

- Il y a de grandes chances pour qu'un cadre dont le fils fait face à un déclassement social soit un cadre d'origine populaire. On aurait donc une reconduction de la position sociale des grands-parents.
- Le phénomène de déclassement social touche les élites sociales les plus faibles, c'est-à-dire les familles où il y a du capital scolaire, mais sans capital économique ou social (d'où l'idée d'une moindre valeur des diplômes).



Il y a deux effets principaux de la peur du déclassement social dans les familles :

- une compétition scolaire exacerbée (carte scolaire, stratégie pour être dans les bonnes filières...),
- un questionnement sur l'intérêt des études longues, et ce, dès le lycée.

Point méthodologique :

Il est plus facile, pour les sociologues, de faire des études en prenant en compte la situation des fils et de la comparer à celle de leur père. Par contre, cela devient plus complexe s'il faut prendre en compte la mère, ou travailler avec les filles. Cependant, certains sociologues ont montré les résultats suivants :

- chez les mères, en général, le diplôme est supérieur au niveau professionnel ;
- chez les familles monoparentales ou divorcées, les chances de connaître une ascension sociale sont plus faibles ;
- si les filles réussissent en général scolairement mieux que leurs frères, cela a peu d'effet sur leur devenir professionnel.

Effets et conséquences du déclassement social

Trois conséquences importantes sont précisées :

- Le phénomène de « *bouclier familial* ». Les parents compensent alors le déclassement social de leurs enfants en apportant un flux d'aides pour que ce déclassement ne « *se voie pas* ».
- La souffrance psychologique de ceux qui subissent un déclassement social, mais également de leurs parents qui peuvent se blâmer d'avoir donné une « *mauvaise éducation* ».
- Enfin, la perte de confiance dans les diplômes, dans la filière universitaire qui ne permet visiblement pas de trouver des emplois en rapport avec les diplômes obtenus.

Conclusion



Parler de déclassement social a pour effet d'arrêter de croire en l'effet automatique et mécanique de la reproduction sociale. Il existe des accrocs qui sont plus que des cas individuels ou familiaux. Le niveau social ne protège pas forcément.

Il existe une spirale de la croyance dans l'inutilité de l'effort : compétition scolaire / découragement des adolescents qui engendre l'angoisse des parents, des questionnements d'orientation (secondaire et universitaire)...

Il faut traiter séparément le fatalisme des familles ouvrières et l'angoisse des familles bourgeoises.

Le lien entre marché du travail et diplôme pose la question de la surqualification des personnels et du blocage des carrières. Une génération vient de s'engager dans des études longues et on risque d'avoir un phénomène de surqualification pour un long moment. Cela dit, il est possible que l'on assiste à la dernière génération de surdiplômés. La crise a accentué le phénomène en ce qui concerne la surqualification pour l'accès à un emploi.

Le dialogue avec la salle



Michel Barthas (ENGREF 1967) : Existe-t-il des données permettant de comparer les résultats français avec l'UE ou les Etats-Unis ? Est-ce qu'il existe une réelle volonté de faire des études sélectives (IUT, Prépa, BTS) ?

Florence Weber : Les résultats sont semblables aux Etats-Unis, par contre, je n'en dispose pas pour l'UE.

Il existe effectivement un tabou sur la sélection en université, qui pousse certainement les jeunes vers des études plus sélectives, plus courtes et plus professionnelles.



Jean-Claude Guérin (ENEF 1955) : Quelles sont les causes de ce déclassement social ? Est-ce que la qualité de l'enseignement joue ?

Florence Weber : Les causes sont difficiles à trouver. Le premier souci pour les sociologues est déjà de faire entendre à la société que le déclassement social est un phénomène bien réel auquel il faut attacher de l'importance (ce qui était le but de la conférence de ce soir).



François Gadelle (ENGR 1962) : Quelle est la définition d'une classe « plus élevée » ?

Florence Weber : C'est une question assez délicate à laquelle il n'est pas facile de répondre. On peut dire que, grossièrement, la stratification sociale est basée sur une échelle qui prend en compte les niveaux de salaire et les niveaux de diplôme.

La stratification la plus usitée est la suivante : ouvriers / employés / professions intermédiaires / cadres

Cette classification n'est pas parfaite, reste à placer les artisans, les agriculteurs, les patrons...



Bernard Rousseau (ENGREF 1968) : Quel a été l'impact de la Seconde Guerre Mondiale sur la première génération étudiée ? Ne s'agit-il pas de deux générations complètement différentes ?

Florence Weber : L'impact de la Seconde Guerre Mondiale est à minimiser car, la génération née au milieu ou à la fin des années 40 entre sur le marché du travail à la fin des années 1960 (on peut parler de « *génération babyboom* »). Elle a donc des conditions favorables. Dès lors, les générations ne sont pas si différentes que ça.



Jean-Marie Cornet (ENSSAA 1963) : Considérez-vous l'exode rural comme un déclassement ou comme une ascension sociale ?

Florence Weber : Pour les sociologues, il s'agit d'une reproduction car le nouveau niveau de revenu n'est pas si considérable que ça.

En revanche, en termes de niveau de vie, on peut parler d'une ascension sociale.



Michel Barthas (ENGREF 1967) : Pourquoi ne pas se baser sur les impressions directes des personnes pour les calculs statistiques de déclassement social ?

Florence Weber : Les impressions sont en effet importantes, souvent utilisées, mais on remarque qu'il n'y a pas une très grande différence avec les résultats « *plus théoriques* ».



Michel Vigne (ENSSAA 1976) : Quels peuvent être les effets de ce déclassement social, en termes de clivages sociaux et d'élections ?

Florence Weber : Selon **Camille Peugny**, le déclassement social, comme toutes les frustrations, aura des effets de radicalisation (d'une manière générale vers l'extrême droite) par rapport au milieu social qu'il touche.

Je serais plus nuancée, tout en insistant sur le retrait de la vie politique et sur le repli par rapport à la société qui peuvent découler du déclassement.

Le déclassement pourrait aussi avoir un effet destructeur pour l'avenir de la démocratie.



Jean-Marie Hirtz (ENGR 1954) : A l'inverse du déclassement, la promotion sociale existe-t-elle? Y a-t-il moins de possibilités de promotion sociale? Quel peut être le rôle des professeurs et instituteurs pour cette promotion?

Florence Weber : Ce phénomène marche de moins en moins bien. On observe une certaine clôture, par rapport aux origines sociales, dans les écoles d'ingénieurs. C'est un phénomène « *d'entre soi* ».

De plus, certains travaux remettent en cause le rôle de l'école aujourd'hui.



Dominique Danguy des Déserts (ENGREF 1971) : Y a-t-il une différence entre les diplômés universitaires et ceux obtenus dans les grandes écoles d'ingénieurs?

Florence Weber : Oui, et le capital social est particulièrement important car les études montrent qu'un diplôme sans relations vaut beaucoup moins qu'un diplôme avec de bonnes relations.



Bernard Rousseau (ENGREF 1968) : Les phénomènes ethniques sont-ils pris en compte ?

Florence Weber : Les travaux sur la discrimination montrent qu'à niveau de diplôme égal, il est plus difficile de trouver un emploi pour une personne issue de l'immigration.

Par ailleurs, dans les années 90, les enfants de deuxième génération d'immigrés sont allés plus généralement à l'université par rapport aux français qui sont plutôt allés dans les filières courtes. Ces personnes ont été victimes du mirage des études longues.



Michel Villette : Il me semble que la croyance qu'un diplôme d'un certain niveau (par exemple, "bac plus 5") est en lui-même un viatique pour l'emploi est une idée trop simple : ce que l'étudiant a effectivement appris à faire pendant ses études a aussi beaucoup d'importance. Autrement dit, le savoir "*incorporé*" au cours de l'apprentissage compte tout autant que le savoir "*certifié*" par un parchemin. Ce savoir incorporé prend d'autant plus d'importance que l'inflation du nombre des diplômés est plus forte et que l'étudiant vient d'un milieu moins favorisé socialement. Ceux qui n'ont pas accès aux réseaux familiaux et sociaux pour faciliter leur embauche ont besoin de pouvoir démontrer, sur le tas, un savoir faire utile et excellent. A mon avis, on devrait donc développer des voies de promotion sociale spécifiques, un peu dans l'esprit de l'enseignement primaire supérieur qui, grâce au dévouement d'enseignants exceptionnels a fonctionné pendant longtemps comme une voie d'ascension sociale - modeste mais réelle - pour les bons élèves issus de milieux défavorisés. Il me semble aussi que la disparition du petit commerce indépendant et de l'artisanat, supplantés par la grande distribution et la grande industrie réduit considérablement les possibilités d'ascension sociale pour les jeunes de milieux sociaux défavorisés : un boucher, un boulanger, un marchand de télévision ou de chaussures des années 1960-1970 pouvait amasser une petite fortune au cours de sa vie et faire faire de bonnes études à ses enfants. Le chef de rayon ou la caissière d'un hyper-marché d'aujourd'hui n'aura pas cette chance.

Florence Weber : On a très longtemps pensé en tant que société salariale, ce qui a des conséquences fortes.

En ce qui concerne les cadres, il faudrait vérifier que l'objectif était bien de "*fabriquer des cadres*"... Je n'en suis pas sûre et il faudrait donc aller plus dans le détail.

Marie-Claire Daveu doit interrompre le flot des questions et remercie vivement **Florence Weber** pour sa remarquable prestation. Elle invite tous les participants au pot amical offert par l'association.

Compte-rendu rédigé par **Benoît Labbouz** (ENGREF 2009)

